



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 14 novembre 2024

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 25 points de base (pdb) pour la quatrième fois de l'année, le portant à 10,25 %.

Depuis le début du cycle de normalisation monétaire, en mars 2024, le taux d'intérêt directeur a été abaissé de 100 pdb en quatre mouvements, passant de 11,25 à 10,25 %. La décision de politique monétaire du 14 novembre est la première de l'année à être adoptée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs de Banxico.

Les prévisions d'inflation globale ont toutefois été ajustées à la hausse en raison des chocs d'offre (4,7 % prévu au T4 2024 et 3,9 % prévu au T1 2025). Le communiqué de Banxico stipule que bien que les perspectives inflationnistes justifient toujours une position restrictive, l'évolution de l'inflation, et plus particulièrement de sa composante sous-jacente, suggère qu'il est approprié de réduire le degré de resserrement monétaire.

Banxico a maintenu sa prévision selon laquelle l'inflation atteindra l'objectif de 3,0 % au quatrième trimestre de l'année prochaine.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 10,25 %

Taux d'intérêt directeur de  
Banxico au 14/11/2024

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

En réponse aux menaces de tarifs douaniers élevés émises par Donald Trump, le Mexique prévoirait des représailles tarifaires pour protéger ses échanges avec les États-Unis, a indiqué Marcelo Ebrard, ministre de l'Économie. Ces mesures viseraient à compenser l'impact potentiel d'un tarif généralisé de 25 %, voire jusqu'à 100 %, sur les importations en provenance du Mexique. Marcelo Ebrard aurait par ailleurs averti que cette décision pèserait lourdement sur l'inflation et l'économie américaine, étant donné que le Mexique est le principal partenaire commercial des États-Unis avec une part record de 15,9 % dans le commerce extérieur américain, soit 632,3 Mds USD entre janvier et septembre 2024. Le ministre de l'Économie a saisi cette occasion pour rappeler l'importance de l'intégration commerciale entre les deux pays, qu'il estime irréversible, en soulignant que toute tentative de rupture engendrerait des coûts économiques significatifs pour les deux parties. Dans ce contexte de tensions, Marcelo Ebrard a également souligné la nécessité de renforcer les relations avec des partenaires asiatiques, notamment le Japon, avec lequel des investissements sont prévus dans le secteur de l'hydrogène vert. Toyota et d'autres entreprises japonaises envisageraient ainsi de participer à des projets stratégiques au Mexique, favorisant la diversification énergétique et le développement de technologies durables.

L'indicateur de confiance des consommateurs aurait atteint un niveau record au début du mandat de Claudia Sheinbaum, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). En octobre, l'indicateur de confiance des consommateurs a enregistré un rebond annuel de 3,4 points, s'établissant à 49,4 points, son niveau le plus élevé depuis 2001, date à laquelle l'enquête de l'INEGI a débuté. Cette augmentation de l'indicateur de confiance a dépassé le précédent maximum historique, enregistré en février 2019, avec 48,5 points, au début du mandat d'Andrés Manuel López Obrador. Le plus grand optimisme des Mexicains réside dans leurs perspectives quant à l'avenir de l'économie du pays, en dépit des projections de croissance pour 2025 qui indiquent un ralentissement de l'activité économique.

## Sectoriel

Le gouvernement Sheinbaum a présenté le nouveau Plan national de l'énergie (*Plan Nacional de Energía*) qui s'articule autour de quatre axes et propose un cadre pour l'investissement privé. Les quatre axes sont les suivants : (i) le renforcement de la planification du système électrique ; (ii) la mise en place de règles claires pour garantir et accroître l'investissement privé ; (iii) la justice

énergétique et l'accès universel à l'électricité ; (iv) la garantie d'un système électrique robuste, fiable et sûr. L'ouverture aux capitaux privés donne la priorité au développement de projets d'énergie propre et les modalités de participation des entreprises privées à la production d'électricité obéissent à des règles claires. Seuls les producteurs ayant conclu des contrats de long terme avec la Commission fédérale d'électricité (CFE) seront autorisés à fournir de l'énergie à l'entreprise publique. Cette disposition signifie que la CFE ne sera plus légalement obligée d'acheter son énergie par le biais d'enchères concurrentielles, comme c'est le cas actuellement, mais pourra conclure des contrats bilatéraux avec des producteurs. Un guichet unique et des mesures de simplification des procédures administratives seront mis en place pour éviter les irrégularités et accélérer les investissements. En outre, la notion de « producteur mixte » est introduite comme mécanisme d'investissement public-privé visant à accroître la capacité de production tout en maintenant le contrôle de l'État (dont la participation doit être d'au moins 54 % de l'investissement). Afin de garantir la justice énergétique, le Plan national prévoit le maintien des tarifs en termes réels pour les ménages et la poursuite de la subvention pour les usagers de l'électricité à faibles revenus.

**Une délégation d'Expertise France, la filiale de coopération technique de l'Agence Française de Développement (AFD), s'est rendue à Mexico pour présenter un dispositif de soutien aux entreprises de la région ([EU-LAC Digital Accelerator](#)).** Financé par l'Union Européenne (UE), ce programme d'accélération a pour but de développer des partenariats internationaux d'*Open Innovation* entre des *Corporates* et des *Startups* des régions d'Amérique latine & Caraïbes et d'Europe. L'objectif du programme est de créer 100 partenariats d'innovation et à travers eux, de contribuer au dynamisme économique de la région d'Amérique latine & Caraïbes. Le dispositif de soutien de 40 000 EUR financé par l'UE comprend (du côté des *Corporates*) : l'expression de leurs besoins et défis technologiques, la publication et diffusion de leurs appels à projets d'innovation, le *sourcing* et l'évaluation des meilleurs *Startups* pour un *matching* qualifié, la réalisation d'un POC (*Proof of Concept*) sur une durée de 6 mois (*Product management, Business plan, Invest plan*). Le dispositif vise particulièrement les départements d'innovation des *Corporates* et les *Startups* du numérique (SaaS, Tech, AI, Data). Une [plateforme de matching](#) est mise à disposition des parties prenantes qui peuvent y exprimer leurs besoins ou solutions.

## Finances publiques

La Présidente Claudia Sheinbaum a présenté la Stratégie nationale pour le secteur des hydrocarbures et du gaz naturel qui prévoit un nouveau régime fiscal pour l'entreprise nationale pétrolière (PEMEX) et son unification, associée à un plan d'austérité qui devrait permettre de réduire les dépenses de **50 Mds MXN (2,4 Mds USD)**. Le nouveau régime fiscal, qui figurera dans le budget 2025 et sera renforcé par des lois secondaires présentées en février prochain, prévoit que les trois droits acquittés par PEMEX (droit d'exploration, droit d'extraction d'hydrocarbures et droit d'utilité partagée) seront remplacés par un impôt unique, le « droit pétrolier pour le bien-être ». Le taux appliqué sera de 30 % pour les bénéfices tirés de la commercialisation du pétrole et de 11,63 % pour le gaz naturel. La présidente a expliqué que la mise en place de cet impôt unique permettra à PEMEX de conserver une plus grande partie de ses revenus pour financer ses propres opérations et améliorera la transparence. De son côté, le directeur de PEMEX, Víctor Rodríguez Padilla, a déclaré que l'entreprise publique mettrait en œuvre un plan d'austérité, réduisant les dépenses superflues de 50 Mds MXN (2,4 Mds USD), notamment grâce à l'élimination des trois filiales de PEMEX (Production et Exploration, Transformation Industrielle et Logistique) et à leur intégration dans une seule entreprise. En outre, PEMEX s'efforcera de réduire sa dette actuelle de 99 Mds USD de dollars et accordera la priorité au paiement des fournisseurs. La stratégie présentée prévoit également le développement d'un cadre réglementaire sur la bioénergie et les carburants propres, le renforcement de l'efficacité opérationnelle de PEMEX, ainsi que de sa politique de stockage, et la réalisation de projets mixtes avec le secteur privé dans les secteurs de la pétrochimie et des engrais. La présidente a réitéré le soutien financier du gouvernement à PEMEX, qui devrait permettre à l'entreprise publique de respecter ses engagements financiers sans avoir à recourir directement aux marchés des capitaux.

**Au cours des trois premiers trimestres de l'année, le gouvernement aurait dépensé 39,4 Mds USD (+16,6 % g.a.) en investissements dans les infrastructures, dont 19,6 % auraient été alloués aux travaux prioritaires, selon une analyse du Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP).** Au total, ces travaux d'infrastructures prioritaires auraient absorbé 7,7 Mds USD, dont 6,3 Mds destinés au seul Train Maya. Les taux d'exécution au troisième trimestre 2024 seraient de 88,3 % pour les dépenses d'infrastructures et de 92,6 % pour les dépenses en travaux prioritaires, et devraient dépasser 100 % d'ici la fin de l'année par le biais d'extensions budgétaires d'après le CIEP. Bien que les dépenses d'infrastructure aient considérablement augmenté au cours des trois premiers trimestres 2024, elles ont été inférieures aux dépenses consacrées aux pensions qui ont atteint 50,6 Mds USD (+5,1 % g.a.) et au coût financier de la dette qui s'est élevé à 41,3 Mds USD (+7,1 % g.a.). En outre, les dépenses d'investissement en infrastructure devraient être moindres dans le budget

2025 en raison de l'achèvement de travaux qui constituaient une priorité du dernier sexennat.

**Moody's Analytics et Finamex prévoient que le déficit budgétaire sera ramené entre 4,1 % et 4,5 % du PIB en 2025.** Selon les analystes, le budget 2025 comportera un allègement significatif des dépenses grâce à la disparition d'organismes autonomes et à la réduction de la charge de l'investissement public. Cet allègement des dépenses publiques pourrait permettre de ramener le déficit, estimé à 5,9 % du PIB en 2024, sous la barre des 4,5 % mais ne serait pas suffisant pour atteindre une consolidation fiscale à 3,0 % du PIB, comme avancé par la Présidente Claudia Sheinbaum. Les analystes estiment en outre qu'un ralentissement de l'économie, tel qu'attendu pour l'année prochaine, ne facilitera pas une hausse importante des recettes fiscales et un ajustement majeur des finances publiques. Pour rappel, le gouvernement de Claudia Sheinbaum a jusqu'au 15 novembre pour présenter au Congrès le budget 2025 (*Paquete Económico 2025*).

### Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	14/11/2024
Bourse (IPC)	-2,71%	-3,36%	50 784,9 points
Change MXN/USD	3,89%	18,85%	20,56
Change MXN/EUR	1,54%	15,07%	21,72
Prix du baril mexicain	-4,10%	-12,47%	63,80

# Amérique centrale

## Costa Rica

En septembre 2024, l'écart de croissance entre les entreprises des zones franches et celles du régime définitif s'est creusé de 10 points de pourcentage (p.p.), alors qu'en janvier il n'était que de 3,7 p.p., selon les données de la Banque centrale. En septembre, la production du régime spécial, qui comprend notamment les entreprises des zones franches, a augmenté de 12,5 % par rapport au même mois en 2023, soit son huitième mois consécutif d'accélération. Au cours de ce même mois, les entreprises du régime définitif, c'est-à-dire celles qui paient l'impôt sur le revenu, ont augmenté de 2,5 % en g.a., un taux de croissance qui ralentit pour le cinquième mois consécutif. Le ralentissement de la croissance du régime définitif serait dû à un manque de dynamisme dans la construction, tandis que l'accélération de la croissance dans les zones franches serait due notamment au dynamisme des exportations de dispositifs médicaux. D'après la Banque interaméricaine de développement (BID), cette différence de comportement s'explique par le fait que, dans le système des zones franches, ce sont principalement des multinationales qui cherchent à optimiser leur efficacité et leurs exportations, tandis que le régime définitif est destiné à servir le marché local, qui reste limité et dont la consommation ne connaît pas une croissance aussi rapide.

**Selon le Bureau de promotion du commerce extérieur (Procomer), le régime des zones franches (RZF) aurait contribué à hauteur de 14 % du produit intérieur brut (PIB) du Costa Rica en 2023, soit l'équivalent de 12,3 Mds USD.** Le régime des zones franches (RZF) aurait regroupé 567 entreprises en 2023, dont 85 % serait situé dans la grande région métropolitaine. Entre 2019 et 2023, la croissance annuelle moyenne de ces entreprises aurait été de 10 %. Sur les 3,8 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) entrés au Costa Rica en 2023, 2,25 Mds USD sont allés au RZF, soit 59 % du total. Selon Procomer, le régime spécial soutiendrait 251 530 emplois directs et indirects au Costa Rica, soit environ 11 % de la population employée.

## El Salvador

**Le Salvador a enregistré une période de déflation au mois octobre, pour la première fois en quatre ans.** Selon la Banque centrale de réserve (BCR), l'indice des prix à la consommation (IPC) a clôturé à -0,07 % en octobre dernier, ce qui n'avait pas été observé depuis décembre 2020, où la déflation enregistrée avait été de -0,09 %. Selon la BCR, la déflation générale est due à la baisse des prix dans le secteur de l'alimentation et des boissons non alcoolisées, passée de 1,21 % en septembre à -0,34 % en octobre. Une inflation négative pour ce poste

n'avait pas été enregistrée depuis juillet 2021. Le secteur des meubles et des articles ménagers a également enregistré une déflation de -1,96 %, poste négatif depuis juillet 2023. Les transports ont enregistré une déflation de -5,34 %, les communications de -0,69 % et les loisirs et la culture de -2,47 %.

**Seuls 2,5 % des travailleurs du secteur agricole seraient employés de manière formelle.** Selon un rapport publié par l'Organisation des femmes salvadoriennes pour la paix (Ormusa), l'informalité touche la plupart des secteurs, mais affecte une proportion particulièrement élevée de la main d'œuvre dans les activités agricoles (élevage, agriculture, sylviculture et pêche). Les emplois formels seraient plus nombreux dans les fermes d'élevage, les laiteries et les entreprises de transformation laitière. Citant les données de la Banque centrale de réserve (BCR), Ormusa souligne que les activités minières et les carrières suivent de très près, avec 2,8 % seulement d'emploi formel. Le seul secteur qui compte 100 % de travailleurs formels est celui de l'administration publique, de la défense, de la sécurité sociale et des régimes d'affiliation obligatoires.

## Guatemala

**Le Président Bernardo Arévalo a inauguré la plus grande usine de gaz de pétrole liquéfié d'Amérique latine à Escuintla.** L'investissement initial pour cette usine de stockage et de distribution est de 45 M USD. L'usine, propriété du Grupo Tomza Internacional, dispose de 20 installations de stockage de gaz, pour une capacité totale de 1,3 million de gallons de GPL, et doit permettre de répondre à la demande croissante du marché automobile. Elle est située dans le sud du pays et a vocation à approvisionner les régions du sud, de l'ouest et du centre.

**L'Empresa Portuaria Quetzal (EPQ) recherche des investisseurs privés pour la construction d'un poste d'amarrage à hauteur de 200 M USD.** Dans un contexte de congestion des ports nationaux, le poste d'amarrage projeté devra permettre l'accueil de navires à fort tirant d'eau, au terme de deux ans de travaux. La campagne, qui implique un appel d'offres public, s'adresse principalement aux entreprises privées de manutention, auxquelles sera proposé un accès préférentiel aux installations après leur entrée en service.

## Honduras

**La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) effectue un premier décaissement de 75,9 M USD pour des routes au Honduras.** Ce financement s'intègre dans le « Programme de routes résilientes » de la BCIE, opération d'un montant total de 606,9 M USD. Cette initiative devrait améliorer la compétitivité du pays et la qualité de vie de plus de deux millions de Honduriens. Le programme couvre 308 km sur cinq tronçons

stratégiques dans les régions du nord et de l'est du pays. Le premier déboursement facilitera l'avancement des travaux de réhabilitation et d'expansion de 78 km de la route Danlí-Trojes (est), qui devraient débuter entre novembre et décembre 2024.

## Nicaragua

**L'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit d'envoyer une commission de haut niveau au Nicaragua.** Cette mission s'inscrit dans le cadre du traitement d'une plainte pour non-respect par le Nicaragua des conventions internationales 87, 98, 111 et 1444, relatives aux droits des travailleurs et des entreprises. Ces conventions portent sur la liberté d'association et la protection du droit syndical, le droit d'organisation et de négociation collective, la discrimination (emploi et profession) et la consultation tripartite. Des demandes d'information de l'OIT, arrivant à échéance le 15 janvier 2024, seraient toujours en attente de réponse du gouvernement Ortega. L'objectif de la mission tripartite serait de présenter un rapport complet à la 353ème session du Conseil d'administration en mars 2025.

**Le Parlement nicaraguayen autorise la signature d'un prêt auprès d'une entreprise chinoise à hauteur de 70,55 M USD pour la construction d'une centrale photovoltaïque.** L'accord de facilité de crédit d'un montant de 502,3 M de yuans, soit 70,55 M USD, a été signé à Managua par le ministre nicaraguayen des Finances et du Crédit Public, Bruno Gallardo, et le directeur de China Communications Construction Company Limited (CCCC) pour le Nicaragua, Xiaobing Zhao. Le contrat prévoit la construction d'une centrale photovoltaïque dans la municipalité de Masaya, à 28 km au sud de Managua, d'une capacité de 70 MW, pour un investissement total de 83 M USD. Le prêt aurait une durée de 10 ans, avec une période de grâce de 18 mois, et un taux d'intérêt annuel de 4,45 %.

## Panama

**Le budget de la Caisse de sécurité sociale (CSS) pour 2025 serait de 7,3 Mds USD, soit près d'un quart du budget de l'Etat.** Le projet de loi 163, proposé par le gouvernement pour mettre à jour la loi organique de la CSS, devrait allouer 5,3 Mds USD à son fonctionnement, et 1,97 Md USD aux investissements (dont 461 M USD destinés aux infrastructures et 1,5 Mds USD aux investissements financiers), selon le budget approuvé fin octobre lors du troisième débat à l'Assemblée nationale. De plus, les retraites pourraient être ajustées chaque année, en tenant compte de l'indice des prix à la consommation et du seuil de pauvreté afin de conserver le pouvoir d'achat des retraités. Pour atteindre cet objectif, l'État envisagerait une contribution s'élevant à 966 M USD. Les

employeurs pourraient être amenés à verser une redevance plus élevée (+3 %), soit environ 250 M USD par an. Un troisième axe consisterait à générer des rendements plus élevés sur les investissements de la CSS, dont les performances auraient toujours été inférieures aux rendements offerts par le marché selon le ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

**Selon le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), l'évasion fiscale dans le pays est estimée à au moins 1 Md USD, soulignant la nécessité d'améliorer l'efficacité de la Direction générale des revenus (DGI).** Selon le MEF, l'amélioration de l'efficacité de la collecte d'impôts pourrait permettre un financement plus élevé des pensions des Panaméens. Le MEF encourage la population à exiger ses factures fiscales sur chaque achat ou service contracté.

**Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le taux de pauvreté au Panama s'élèverait à 14,3 % en 2023, inférieur au taux de pauvreté moyen de la région, de 27,3 % la même année.** Les personnes en situation de pauvreté au Panama ont un revenu inférieur à 129 USD par mois dans les zones urbaines, et 100 USD dans les zones rurales. Le rapport de la CEPAL indique que les personnes issues des peuples autochtones sont touchées par la pauvreté dans une proportion beaucoup plus élevée que les non-autochtones ou les personnes d'ascendance africaine dans presque tous les pays de la région, et en particulier au Guatemala, en Colombie, au Nicaragua et au Panama. En outre, bien qu'en baisse, les inégalités au Panama seraient supérieures à la moyenne régionale, l'indice de GINI affichant 0,493 fin 2023, alors que la moyenne régionale est de 0,452.

## Caraïbes

### Barbade

**Selon la Première ministre Mia Mottley, de nouvelles taxes mondiales pourraient permettre de lever jusqu'à 690 Mds USD par an pour prévenir la catastrophe climatique imminente.** Lors de la dernière session de la Conférence des Parties des Nations Unies sur le changement climatique (COP29) à Bakou, en Azerbaïdjan, elle a présenté un plan de lutte contre les catastrophes climatiques qui comprendrait des taxes sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à l'extraction de combustibles fossiles, au transport maritime et à l'aviation. Elle a aussi mentionné des taxes de 0,1 % sur les actions et obligations qui pourraient, selon la Première ministre, rapporter à elles seules 400 Mds USD. Cette proposition serait poussée par la Barbade, la France et le Kenya via un Groupe de travail lancé en 2023 sur les contributions de solidarité mondiale. La Première ministre aurait également insisté sur le manque actuel de financement pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique,

en particulier dans les petits Etats insulaires en développement (PEID) qui ont récemment souffert de l'ouragan Béryl. Elle milite pour davantage d'équité en termes d'engagement entre les pays du Nord et les pays du Sud dans la lutte contre le dérèglement climatique.

## Cuba

**Un crédit de 60 M USD a été accordé par la Russie au gouvernement cubain, destiné à l'achat de 80 000 tonnes de diesel afin d'aider le pays à faire face à sa crise énergétique.** L'annonce, faite le vendredi 8 novembre à l'occasion du déplacement à La Havane du Vice-Premier ministre russe Dmitri Tchernychenko, comprend également un don d'équipements nécessaires à la réparation du système électrique national, estimé à 2 M USD. La visite s'est déroulée dans un contexte de crise, suite au passage de l'ouragan Rafael qui a frappé l'Île à peine deux semaines après l'ouragan Oscar. Si aucune victime n'est à déplorer, de nombreux dégâts matériels ont été recensés, avec des terres agricoles dévastées et des biens immobiliers totalement ou partiellement détruits. Les vents violents ont également provoqué l'effondrement du système électrique, déjà fragilisé par sa vétusté et les pénuries de combustibles. Il s'agit de la deuxième panne générale en moins d'un mois : mi-octobre, le système s'était totalement effondré, laissant le pays dans le noir pendant quatre jours. Vendredi matin, les autorités ont annoncé que treize des quinze provinces du pays avaient été « reconnectées » au système électrique national, à l'exception des provinces occidentales de Pinar del Rio et Artemisa, étant cette dernière la plus durement touchée par l'ouragan.

## République Dominicaine

**La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a récemment publié les chiffres relatifs aux transferts de fonds (remesas) pour la période de janvier à octobre 2024, révélant une augmentation de 5,8 % en glissement annuel.** Par rapport à la même période en 2023, les flux de transferts de fonds ont augmenté de 487,5 M USD, atteignant un total de 8,9 Mds USD. La performance économique des États-Unis au cours de cette période a été l'un des principaux facteurs influençant cette croissance, étant donné que 82,2 % des transferts de fonds d'octobre 2024 provenaient de ce pays. En effet, la création de 12 000 emplois ainsi que la stabilité du taux de chômage aux États-Unis (4,1 % en octobre 2024) ont participé à la hausse des transferts de fonds vers la République Dominicaine.

## Sainte-Lucie

Le gouvernement de Sainte-Lucie aurait reçu une subvention de 5,1 M USD de Taïwan pour soutenir des projets de développement stratégiques qui pourraient permettre de soutenir le développement économique du pays et améliorer sa résilience climatique. De ce montant, 29,4 % seraient dédiés à la pénurie d'espaces funéraires, 26,7 % au secteur de l'éducation et de la petite enfance, 26,7 % au secteur du tourisme, 13,3 % au renforcement de la sécurité dans les écoles, et 3,9 % à l'organisation des célébrations de l'anniversaire de l'indépendance en 2025.

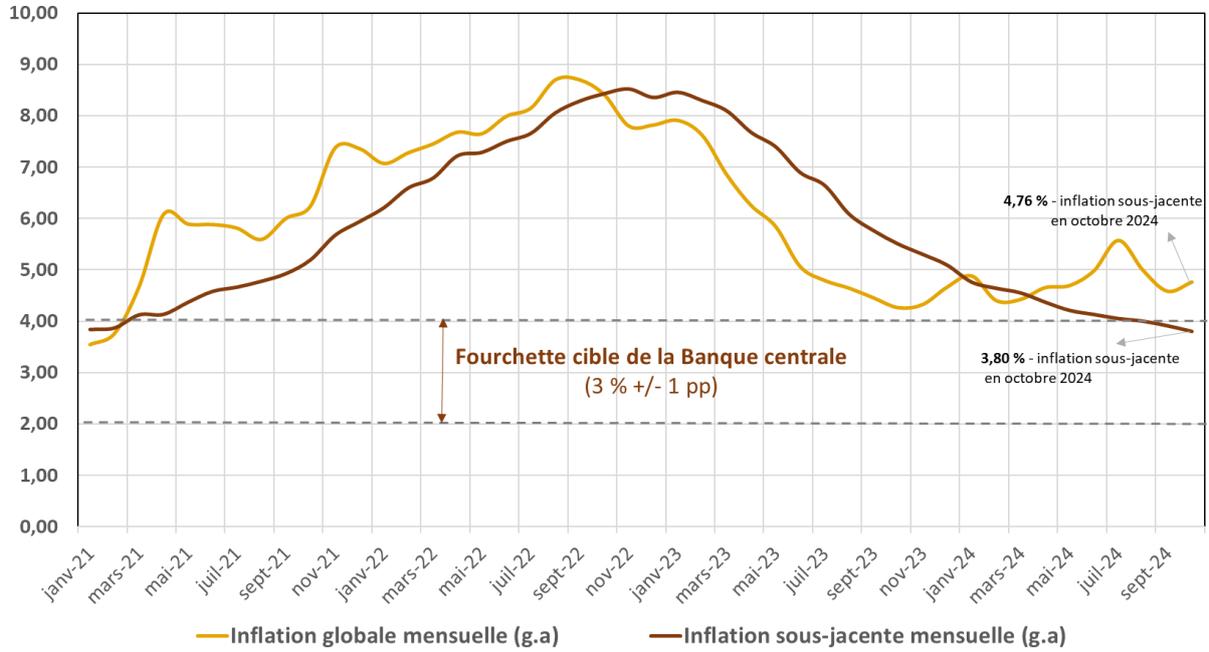
### Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,25%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

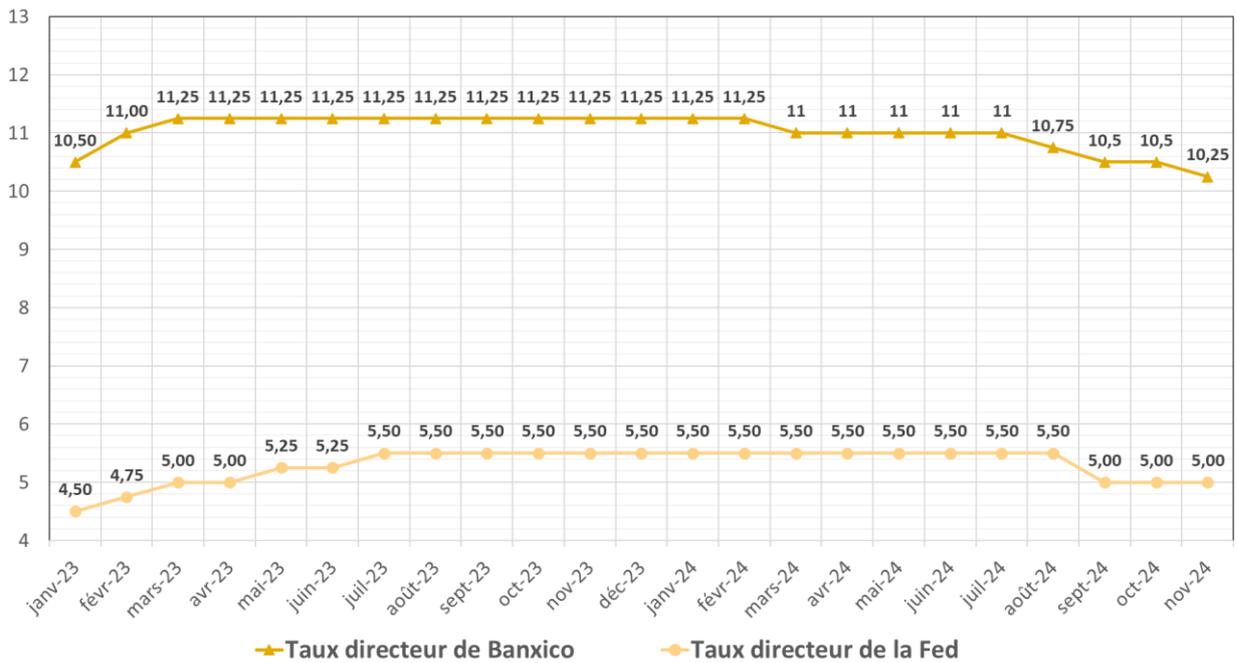
—  
**Annexe Graphique Mexique**  
 —

**INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE**  
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR**  
**ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

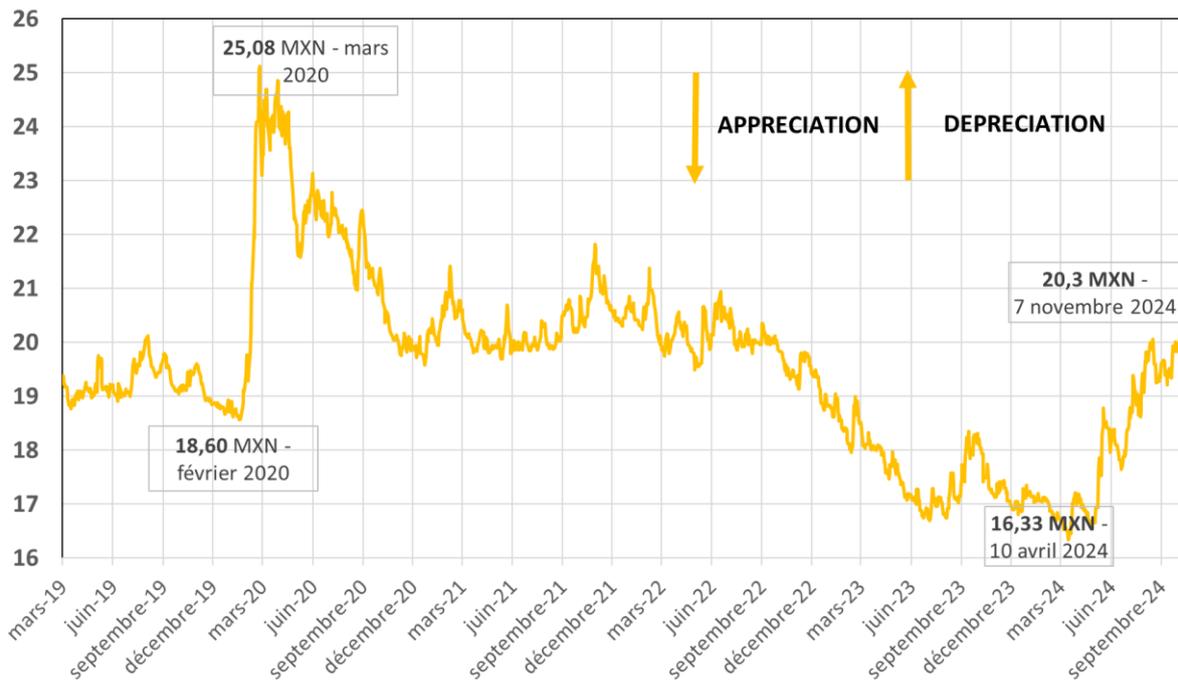


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

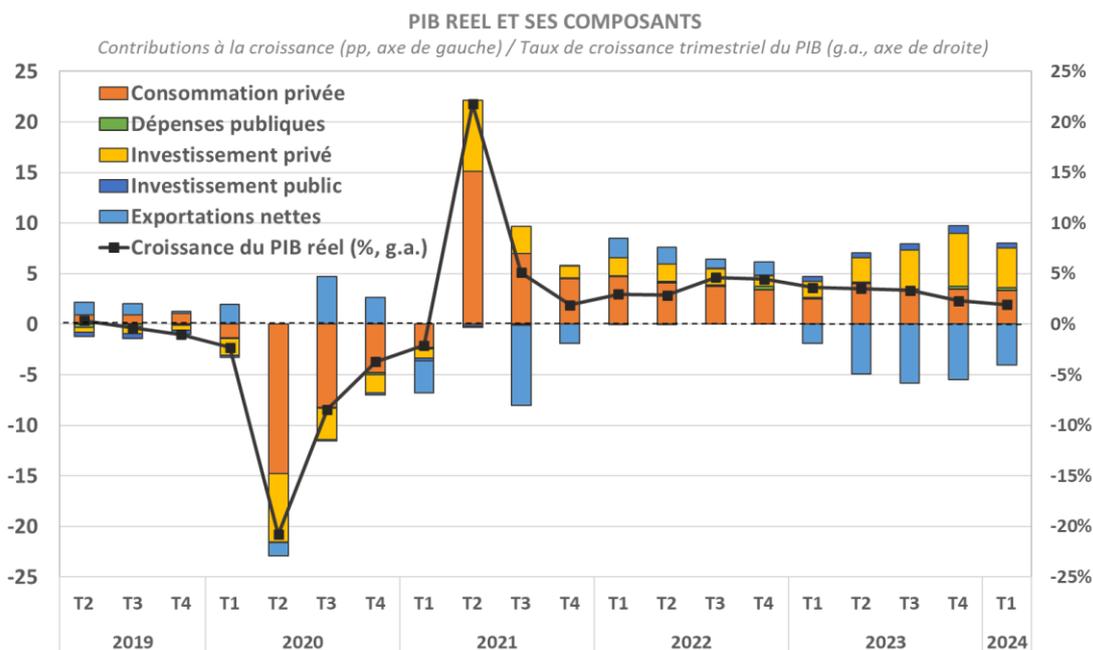
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550
oct-24	10,5	5,00	550
nov-24	10,25	5,00	525

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

### EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

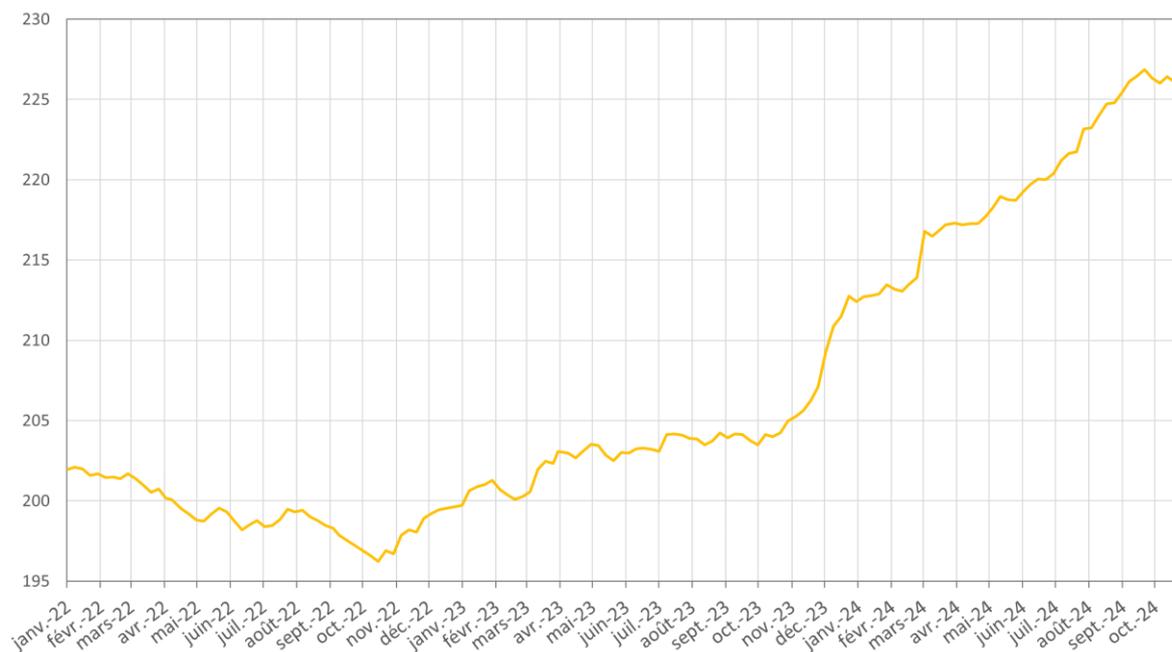


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)